

**Nacer Bouyahiaoui, PHD en économie et finances, à Liberté**

# “Il y a gaspillage de l’argent public”

Le docteur Nacer Bouyahiaoui, expert en économie et finances, répond avec son franc-parler sur tout ce qui touche au rendement des investissements.

Il est convaincu que, le moins qu’on puisse dire, l’Algérie pourrait faire beaucoup mieux.

Liberté : Des programmes d’investissement ont engagé des sommes astronomiques dans des projets de toutes sortes, que pourrait-on en dire du point de vue efficacité ?

Nacer Bouyahiaoui : Avant toute décision d’affectation des ressources rares, il est essentiel de se demander si les capitaux vont être orientés vers des investissements créateurs de richesses, ou de simples chantiers qui ne produiront plus rien, une fois achevés, en dehors de la fonction finale pour laquelle ils ont été destinés. En ce sens, un réseau de voie ferrée aurait été plus urgent à construire et plus rentable économiquement qu’une autoroute. L’autoroute est un appel d’air aux constructeurs automobiles, qui viendront vendre leurs véhicules, ce qui signifie plus de consommation de carburant, plus de pollution, plus d’accidents. Alors que le transport par train, qu’il s’agisse de marchandises ou de voyageurs est plus économique, et moins risqué, moins polluant et participerait au rééquilibrage régional. À ce propos, il est utile de rappeler que les puissances industrielles et économiques actuelles (Europe, Amérique du Nord, Japon, etc.) se sont très tôt, dès le XIXe siècle, intéressées au rail afin de l’utiliser comme base de leur essor économique. Les gros chantiers résorbent temporairement le chômage, mais ce sont, d’une manière générale, des projets budgétivores sans impact direct et durable sur la création de richesses. La plupart des projets lancés à ce jour sont des projets destinés aux services et devraient servir d’accompagnement aux projets économiques.

Existe-t-il une corrélation automatique, comme certains semblent le croire, entre investissements publics et croissance économique ?

La question est de savoir si les dépenses publiques sont de simples prélèvements sur les biens de la collectivité nationale ou si elles sont créatrices de richesses. La problématique réelle consiste à calculer le coefficient de corrélation, s’il existe, entre investissements publics et croissance économique, chose peu évidente en Algérie. Il faut savoir que deux courants de pensée économique existent à l’échelle universelle. Le courant classique et néo-classique qui soutient qu’il existe dans toute intervention étatique une perte d’efficacité et pense que les choses se font mieux et à moindre coût sans l’intervention de l’État. De l’autre côté, les socialistes et le courant keynésien considèrent que l’intervention de l’État est bénéfique, comme l’occasion de financer des projets économiquement non rentables, mais socialement utiles, afin de relancer une économie en crise, comme celle des États-Unis, lors de la grande crise de 1929. Ces projets, non rentables dans l’immédiat, utilisent le génie créatif, l’argent, le tissu industriel, les infrastructures, les entreprises et la solidarité nationale par le biais du contribuable, pour permettre au pays de s’en sortir. En Algérie, il serait pertinent de se demander si les investissements publics entrent pour une part significative dans la croissance économique. Mais comme il existe deux tableaux en Algérie, celui de la loi des finances (plus la loi des finances complémentaires devenue une norme !) et celui du programme de relance (ou de soutien) de la croissance économique, avec l’impossibilité de savoir ce qui relève de l’un ou de l’autre, tant la confusion est totale. A-t-on déjà analysé l’impact de l’investissement public sur la croissance économique en Algérie ? J’en doute fort. Quel a été, jusqu’ici l’impact des différents plans de relance sur la croissance économique algérienne ? Quelle a été la contribution directe des différents plans de relance sur la croissance économique ? Nul ne saurait répondre avec précision. Afin de répondre à ces questions, il serait nécessaire de réaliser une série d’analyses économiques visant à montrer qu’il existe réellement corrélation positive entre l’investissement public et la croissance économique en Algérie,

chose jamais entreprise jusqu'ici. Tout le monde s'accorde à dire que les investissements publics peuvent développer les capacités de production d'un pays, encore faudrait-il aussi prendre en considération les coûts colossaux engendrés par le recours quasi systématique aux investissements publics qui signifient aussi gaspillages de ressources, etc.

Quels sont les principaux reproches qu'on pourrait adresser au recours aux investissements publics, selon vous ?

On peut réaliser le même niveau de croissance économique que celui qu'on a atteint durant ces dernières années avec des budgets beaucoup plus faibles, une gestion rigoureuse des ressources, un suivi et un contrôle sérieux sur le terrain. Avec un tableau de bord, nécessaire au suivi des étapes des projets, avec un bon pilotage, bien des dérapages auraient pu être évités. Condition sine qua non, cependant, on ne pourra pas toujours se permettre de lancer de nouveaux plans de relance sans avoir au préalable réalisé le diagnostic précis des performances des programmes précédents. Car parmi les principes élémentaires du management, il existe ce qu'on appelle la "roue managériale" qui consiste à calculer les écarts entre ce qui a été prévu et ce qui a été réalisé concrètement. C'est la seule manière de réduire les coûts de réalisation, les délais, etc. Ainsi, lorsqu'on a lancé le programme des 2 millions de logements, on n'a pas tenu compte des facteurs humains, matériels, du savoir-faire disponible, etc. Résultat, l'Algérie a dû recourir à la main-d'œuvre étrangère.

Le reproche principal est qu'avec toutes ces dépenses, on n'a pas encore réussi à diversifier les ressources économiques du pays, qui restent dépendant, à 98%, des hydrocarbures. L'Algérie ne peut pas encore compter parmi les pays dits émergents, selon les caractéristiques qui définissent les pays émergents. Elle est plutôt un marché émergent. Elle doit absolument changer d'orientation et le leadership algérien doit revoir sérieusement sa copie en vue de découvrir d'autres options et orientations pour mieux positionner l'Algérie sur la scène internationale. À ce stade, les chefs d'entreprise algériens demeurent timorés, craignant le moindre contrat d'association avec des étrangers, y compris avec la zone arabe de libre-échange. Ce qui prouve que nos entreprises ne se sentent pas encore capables d'affronter, ne serait-ce que la concurrence, des pays arabes. Que dire de celle des pays européens ou asiatiques ?

Quelles solutions préconisez-vous ?

Les entreprises algériennes devront tenter de s'internationaliser en prenant des participations dans des entreprises stratégiques européennes, américaines ou asiatiques. Ceci ne sera possible qu'avec la création d'un fonds d'investissement (souverain), à l'international afin d'accompagner les entreprises dans leur stratégie d'internationalisation, de fusion, acquisition d'entreprises en faillite ou en difficulté, ou même performantes. La crise économique mondiale actuelle est une véritable opportunité pour acheter des entreprises économiques en Europe ou ailleurs : usines qu'on pourra démonter et transporter en Algérie. Depuis plus de vingt ans, la Chine procède de cette manière. Déjà au cours du mois de février 2009, la Chine a pu racheter, par le biais d'une entreprise publique chinoise, pour 20 milliards de dollars des parts de Rio Tinto, une entreprise spécialisée dans les minerais. D'une pierre deux coups : les Chinois accèdent à la technologie et aux minerais dont ils auront besoin pour leur développement. Les Chinois, au cours du mois de février toujours, ont pris des participations dans le financement de l'exploration du pétrole offshore au Brésil (avec la société pétrolière publique Petrobras). L'actuelle crise offre une réelle opportunité pour l'Algérie, afin qu'elle sorte de sa dépendance pétrolière, et diversifie son économie. C'est la meilleure stratégie industrielle à mettre en place et à développer de toute urgence à l'international, qu'il s'agisse d'entreprises publiques ou privées. Même si on pense que les banques disposent de trop de liquidités, qu'elles sont souvent recapitalisées, qu'il existe 2 400 milliards de DA au Fonds de régulation des ressources (FFR), 140 milliards de dollars de réserves de change, il n'est pas utile que l'État fournisse des crédits à la consommation (logement, immobilier, etc.). L'Algérie devrait revoir les dépenses publiques dans une situation de crise, avant qu'il soit trop tard. On devrait déjà commencer à l'Algérie de 2014, faire de la prospective pour les années 2020-2025. À ce propos, il est urgent de créer un centre de prospective et d'intelligence économique et de veille stratégique, afin d'orienter efficacement le pays vers le développement durable, en constituant un groupe de think tank, capable de développer des stratégies à moyen et long terme. Il

existe pourtant plusieurs méthodes de calcul de l'efficacité des dépenses publiques par rapport au PIB sur plusieurs années. Ces indicateurs ou ratios permettent de juger de l'état de la croissance économique du pays, qu'il s'agisse de la création d'emplois durables, par exemple, ou des effets directs ou indirects de ces dépenses publiques.

D. Z.